

COMBAT SYNDICAL



Le journal du SITT IWW-Montréal - Mai 2009

Séquestrations des patrons en France:

Bien fait pour eux !

La dépression économique de 1929 avait amené la population ouvrière à une nouvelle forme d'action directe : la grève avec occupation d'usines. De même, la crise actuelle pourrait bien voir se développer des formes de luttes inédites, plus radicales et mieux adaptées à la situation contemporaine. On rapporte en effet une vague de séquestrations de patrons dans l'hexagone, résultat de l'exaspération des travailleurs et travailleuses face aux licenciements en temps de crise.

« Après les cadres de Caterpillar, de 3M, le patron de Sony France, Serge Foucher, et François-Henri Pinault, PDG du groupe PPR, ce fut aujourd'hui au tour des quatre cadres de l'entreprise britannique Scapa de faire l'objet de séquestrations. La direction de Scapa avait annoncé la fermeture de l'usine de Bellegarde-sur-Valserine dans l'Ain, qui emploie une soixantaine de personnes. Bien qu'illégales, les séquestrations de patrons se multiplient, devenant le seul moyen de pression des salariés en ce temps de crise. », rapporte France-Amérique, le principal journal de la communauté française aux États-Unis.

Malgré une condamnation ferme de la part de l'homme fort des patrons français, le président Nicolas Sarkozy, il semblerait que la population soit plutôt tolérante, voire sympathique vis-à-vis de cette nouvelle forme de lutte des classes. En effet, le journal La Presse révèle qu'« un sondage qui vient de paraître indique que 30% des Français "approuvent" les actes de séquestration et que 63% les comprennent sans pour autant les cautionner. Seulement 7% les condamnent fermement. »



Ces actions ne seraient pas inefficaces : « une semaine à peine après la séquestration des cadres de Caterpillar, la direction a proposé mardi de réduire à 600, au lieu de 733, le nombre de licenciements. Quant aux 110 salariés licenciés de 3M, ils ont obtenu des avancées sur le congé mobilité, la prime de départ et la prime de transfert, deux semaines après la séquestration de leur cadre-dirigeant Luc Rousset. », nous apprend France-Amérique.

Ces actions ne réclament que des aménagements face aux licenciements, et ne posent toujours pas la question essentielle du contrôle des moyens de production par les travailleurs et travailleuses eux-mêmes. Toutefois, la facilité avec laquelle la barrière de la légalité a été franchie, ainsi que la désignation très directe des patrons comme responsables de la crise actuelle, laissent entrevoir un changement qualitatif dans la combativité ouvrière.

Qui sont les éditeurs de Combat Syndical ?

C'est le temps des cerises ...

ET DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE !

Place au nouveau venu dans le paysage du syndicalisme québécois : le Syndicat industriel des travailleurs et des travailleuses – Industrial Workers of the World. Il s'agit d'un syndicat international, établi depuis 1905. Sa création répond alors au désir des travailleuses et travailleurs de s'organiser de manière horizontale, dans un syndicat radicalement démocratique. En cela, le IWW s'oppose aux tendances bureaucratiques des autres organisations syndicales.

La dureté des luttes sociales de l'époque rend nécessaire un mode d'organisation capable de solidariser l'ensemble de la force de travail. S'opposant à un syndicalisme fragmenté, divisant indûment les travailleuses et travailleurs selon leur corps de métiers, le IWW s'organise en syndicats industriels. Dans un syndicat industriel, tous les travailleurs d'un même champ d'activité, œuvrant dans une région donnée sont regroupés au sein d'un même local syndical, peu importe le type de tâche accomplie et peu importe l'entreprise qui les embauche. Par leur organisation syndicale, les travailleuses et les travailleurs refusent les

divisions qui leur sont imposées par l'économie capitaliste et préparent ainsi l'avènement d'une société nouvelle dans la coquille de l'ancienne.

En quoi sommes-nous uniques?

Dans le paysage du syndicalisme nord-américain, notre histoire nous rend uniques. Nous sommes le seul syndicat à nous réclamer de l'action directe, du syndicalisme industriel et de la démocratie radicale. Le IWW est un syndicat sans bureaucrates, qui pratique un syndicalisme de solidarité où ce sont les travailleurs et travailleuses qui mènent et organisent leur lutte.

Aujourd'hui plus que jamais, un syndicalisme différent est nécessaire. De plus en plus, nous œuvrons dans des domaines où les syndicats dominants ne peuvent ou ne veulent s'aventurer. Dans le cadre du marché de l'emploi actuel – caractérisé par un secteur des services en expansion constante, par le développement sans bornes du travail atypique, de la sous-traitance et des agences de

placement, et où la précarité est de plus en plus la norme – un syndicalisme de type industriel est essentiel. Pour pouvoir organiser efficacement nos milieux de travail, il faut pouvoir compter sur la solidarité de tous les travailleurs et travailleuses au sein de la même industrie ou de l'ensemble de la force de travail. Seulement ainsi pourrions-nous améliorer nos conditions de travail et nos conditions de vie.

Sans plus attendre, organisons-nous!

Pour en savoir plus sur nous et nos campagnes, consultez notre site web au sitt.wordpress.com



Le patronat renforce l'exploitation

Les vingt dernières années ont vu se généraliser des conditions de travail précaires, des emplois flexibles à horaires brisés, sur appel et dans des conditions de moins en moins intéressantes. Cette transformation du travail et des emplois correspond à une volonté du patronat de mettre à genoux les travailleurs et travailleuses et de restaurer leurs profits en renforçant l'exploitation salariale. La crise économique actuelle aura pour effet d'empirer encore la précarisation de l'emploi et la flexibilisation de la main-d'œuvre.

Une crise qui précarise

Les pertes d'emplois actuelles sont les plus importantes depuis au moins 1982, et probablement depuis 1929. En effet, les licenciements sont massifs : 600 000 par mois aux États-Unis, 60 000 par mois au Canada, alors que la création d'emplois concerne presque exclusivement des postes à temps partiel et à statut précaire. Les statistiques du chômage ne font pas la différence entre

un emploi à temps partiel et un emploi à temps plein ; aussi la situation, lorsque calculée en termes d'heures travaillées plutôt qu'en termes d'emplois, est bien pire. La crise fait donc très mal aux travailleurs et aux travailleuses, de plus en plus considérés comme une simple marchandise.

Les travailleurs jetables...

Parce qu'il faut le dire : le « contrat social » keynesien est bel et bien terminé. À l'heure de la gestion en flux tendus, le travailleur doit être disponible quand le capital l'exige et a besoin de lui, et doit être au chômage durant les périodes mortes, de façon à réduire les pertes liées à « l'inactivité » et à la « sous-productivité » des salarié-e-s. Les avantages de cette méthode de gestion sont évidents pour les patrons : en réduisant la main-d'œuvre durant les périodes tranquilles, on maximise la productivité et le retour sur investissement des employé-e-s qui continuent à travailler, et on crée un bassin de travailleurs et travailleuses précaires qui seront prêts à accepter de moins bonnes conditions lorsque la reprise se fera sentir. Encore mieux, avec les diminutions constantes des cotisations d'employeurs à l'assurance-chômage, on fait de plus en plus supporter le poids de l'aide aux chômeurs par la population ouvrière.

Inversement, les désavantages sont criants pour les travailleurs et les travailleuses : ils ne travaillent que durant les périodes les plus achalandées, au cours desquelles les cadences et la charge de travail sont augmentées. En périodes creuses, ils doivent soit accepter un emploi ailleurs à des conditions similaires ou inférieures, soit vivre sur le 55% de leur déjà trop maigre salaire en attendant la reprise des activités.

La multiplication depuis 20 ans des agences d'emploi, des postes sur appel, temporaires et flexibles, correspond pourtant à une phase de relative croissance économique. Ainsi, même si les salaires réels et les prestations sociales ont au mieux stagné et au pire diminué depuis 1988, l'économie canadienne a tout de même cru de plus de 40% durant la même période. Comme quoi la « croissance » n'est pas celle de tout le monde.

Cette précarisation est également à l'œuvre par l'intermédiaire des lois sur l'immigration, qui mettent les travailleurs et travailleuses immigrés en situation de sur-précarité : précarité sur le lieu de travail, précarité du séjour, précarité dans les conditions de logement, avec les difficultés pour signer un bail et pour faire face au prix des loyers. L'État fabrique des sans papiers pour satisfaire le patronat des secteurs comme l'agriculture, l'hôtellerie et le textile. Les patrons disposent ainsi d'un moyen de pression sur la main d'œuvre, divisant les travailleuses et travailleurs entre « de souche » et « étrangers ».

Mais le clivage n'est pas qu'ethnique, et c'est sans surprise que nous constatons que la majorité des travailleurs précaires sont également des... travailleuses ! En effet, les femmes sont largement sur-représentées dans les emplois à temps partiel non-désirés, dans les emplois sur appel et temporaires : bref, dans les emplois moins bien payés de manière générale. Même si, grâce à l'action des mouvements féministe et syndical, les conditions de travail des femmes ont connu une nette amélioration au cours des 50 dernières années, le chemin est encore parsemé d'embûches. Si les situations des femmes demeurent plus précaires que celles des hommes, c'est que le système patriarcal a toujours de l'emprise sur notre société : la précarisation des emplois occupés par des femmes a pour effet de renvoyer celles-ci vers le foyer, le soin des enfants et les tâches domestiques.

Les transformations du marché du travail qui précarisent sont la réponse du capitalisme et de l'État à des problèmes structurels importants : le maintien des marges bénéficiaires dans un contexte de chute des taux de profits est le véritable moteur du processus. La riposte des travailleurs et des travailleuses contre leurs nouvelles conditions d'existence est donc indissociable d'une lutte globale contre l'État et le capitalisme, lutte que le syndicalisme traditionnel ne peut plus soutenir. Son affaiblissement et son incapacité à faire face à la précarisation exigent de nouveaux moyens de lutte qui sauront prendre en compte la nouvelle réalité des travailleurs et de travailleuses. Mais en ce domaine, tout reste encore à inventer...



... ont une couleur et un genre

Réclame ta paye !

Tu as été victime d'injustice au travail récemment ? Ton patron a refusé de rémunérer ton temps supplémentaire ? Tu as dû te démener pour recevoir ton dernier chèque de paye ? Peut-être l'attends-tu toujours. Ces abus, et des centaines d'autres, se produisent tous les jours au Québec. Des travailleurs et travailleuses de tous les milieux sont brimé-e-s. Seul-e, tu n'es pas de taille à lutter. Tu finis toujours par empocher les miettes que ton patron daigne te laisser. Mais quand on y pense... si ça m'arrive à moi, combien vivent la même chose ?

« The union makes us strong ! » : la chanson le dit, le syndicat nous rend forts. Seul-e tu ne peux combattre, mais ensemble nous vaincrons. Bien sûr, le syndicalisme s'est donné mauvaise réputation. Les grosses centrales sont devenues des entreprises, roulant sur les cotisations des travailleurs. Elles ne s'occupent que des industries qui leur rapportent. Les petites entreprises, les travailleurs temporaires, les emplois précaires, ça elles s'en moquent. Voilà où le I.W.W. entre en jeu. Nous sommes organisé-e-s sur une base volontaire, sans permanents salariés. Chez nous, les membres sont directement en contrôle. Pas de hiérarchie, nous voulons l'action directe ! Si tu peines à te faire payer, nous ferons pression sur ton employeur jusqu'à ce que tu obtiennes ce qui te revient de droit. Si tu veux organiser syndicalement ton lieu de travail, tu peux compter sur notre aide. Pour un exemple de ce que ça peut donner, va voir notre site web:

sitt.wordpress.com

Le Syndicat Industriel des Travailleurs et Travailleuses (Industrial Workers of the World) fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier – il y a même gagné un surnom, les Wobblies. Nous avons des membres sur trois continents, et il est grand temps que le syndicalisme d'action directe soit présent au Québec. Nous cherchons d'autres travailleurs et travailleuses pour construire le syndicat. Si tu veux nous aider, ou plutôt t'aider, prends contact avec nous.

TON BOSS TE FAIT CHIER ?



On est là pour t'aider...

Par l'**ACTION DIRECTE** et la **SOLIDARITÉ**

Hotline Réclame ta paye !

5 1 4 . 2 6 8 . 3 3 9 4

sitt.wordpress.com